

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°07 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Estimation de l'impact du gel de l'aide américaine sur l'économie afghane ;
- ❖ **Bangladesh** : Report du versement de la 4^{ème} tranche du programme FMI ;
- ❖ **Bhoutan** : Les réserves de change maintiennent leur trajectoire haussière, atteignant 700 MUSD au mois de décembre 2024 ;
- ❖ **Inde** : Bulletin de la RBI de février : retour sur les indicateurs économiques ;
- ❖ **Maldives** : Le FMI alerte sur les déséquilibres macroéconomiques du pays ;
- ❖ **Népal** : Le ministère des Finances a approuvé une enveloppe de 142 MUSD pour la reconstruction des infrastructures endommagées lors des inondations de septembre 2024 ;
- ❖ **Pakistan** : Débat sur la parité entre la PKR et le USD alors que le TCER est passé à 104,5 en janvier ;
- ❖ **Sri Lanka** : Présentation du premier projet de budget par les nouvelles autorités du pays.

À RETENIR

700 M USD

Les réserves de change du Bhoutan en décembre 2024, en hausse de 15,4% en g.a. et capable d'assurer 6,5 mois d'importation.

Afghanistan

Estimation de l'impact du gel de l'aide américaine sur l'économie afghane

Selon le rapport du Center for Global Development, l'Afghanistan se classe au cinquième rang des 77 pays à revenu faible et intermédiaire faible les plus exposés au gel de l'aide américaine, se positionnant entre le Libéria et le Soudan. Le pays figure parmi les huit États identifiés par l'étude comme recevant plus de 20% de leur aide publique au développement via l'USAID, laquelle représente 35% de l'aide étrangère totale allouée à l'Afghanistan. L'analyse révèle que les États-Unis ont octroyé environ 3 Mds USD d'assistance financière à l'Afghanistan depuis 2021, s'affirmant comme le principal bailleur de fonds bilatéral.

L'étude estime par ailleurs qu'une suspension prolongée de l'assistance de l'USAID sur une année entraînerait un choc économique négatif significatif pour l'Afghanistan, équivalant à 7% de son Revenu national brut (RNB).

Bangladesh

Report du versement de la 4^{ème} tranche du programme FMI

Le conseiller en charge des finances a annoncé que le FMI (Fonds Monétaire International) a de nouveau reporté le versement de la quatrième tranche (645 M USD) du prêt de 4,7 Mds USD accordé au Bangladesh. Initialement prévu pour février puis mars, le versement sera désormais examiné en juin, conjointement avec la cinquième tranche. Ce retard s'explique par le non-respect de deux conditions majeures imposées par le FMI : la libéralisation totale du taux de change et la collecte de 120 Mds Tk supplémentaires pour la National Board of Revenue. Le gouvernement bangladais a tenté d'imposer en début d'année de nouvelles taxes et droits de douane, mais y a finalement renoncé face à la pression publique. De plus, la Bangladesh Bank continue à maintenir un plafond pour le taux de change USD-BDT, au lieu de la fixation par le marché. Les autorités seraient inquiètes de voir le taux atteindre 130 BDT pour un dollar, contre 122 actuellement.

Le gouvernement explique de son côté que sa priorité est de maîtriser l'inflation avant de satisfaire aux exigences du FMI. Il estime que certaines réformes, notamment en matière fiscale et de gestion du taux de change, doivent être mises en place progressivement pour éviter des répercussions économiques négatives. Malgré cela, le Bangladesh a assuré au FMI qu'il inclurait les mesures fiscales dans son prochain budget et qu'il avancerait vers un taux de change décidé par le marché avant juin.

La baisse des rendements des obligations du Trésor oriente à la baisse les taux de dépôt et de prêt

Après plusieurs années de hausse, les banques bangladaises commencent à réduire à la fois les taux de dépôt et de prêt en raison de la baisse des rendements des titres publics, réorientant ainsi leur attention vers le crédit au secteur privé. Depuis décembre, les rendements des bons du Trésor et des obligations d'État ont en effet chuté (de 11,8% à 10,4% pour les bons avec 91 jours de maturité), malgré la politique monétaire stricte de la Banque centrale visant à lutter contre l'inflation. Cette baisse s'explique par une demande importante, poussée par la faiblesse du crédit au secteur privé dont la croissance est au plus bas depuis 12 ans. Sur les quatre premiers mois de l'année budgétaire, l'emprunt public auprès du secteur bancaire a atteint 157 Mds Tk contre 59 Mds Tk sur la même période l'année passée.

Si les grandes entreprises ont déjà bénéficié de baisses de taux, les banques prévoient d'étendre ces réductions aux particuliers d'ici le mois d'avril. La forte demande pour les titres publics, couplée à un excès de liquidités, favorise cette tendance à la baisse des taux d'intérêt. Par ailleurs, une nouvelle baisse de l'inflation est attendue, ce qui pourrait entraîner des ajustements de la politique monétaire comme cela a été récemment confirmé par le Gouverneur de la Banque centrale.

Le gouvernement cherche à éviter d'importantes coupures de courant cet été

Le Bangladesh se prépare à des coupures de courant prolongées durant l'été, en raison d'une demande électrique importante, de la difficulté à importer les matières énergétiques et des arriérés de paiement importants dans le secteur.

Lors du Ramadan (en mars), la demande pourrait atteindre près de 16.000 MW, soit très proche du pic de production atteint en avril 2024 (16.477 MW). Afin de limiter la hausse, le conseiller en charge de l'énergie a annoncé que les entreprises, les ménages et les bâtiments publics ne seront pas autorisés à utiliser la climatisation à moins de 25°C. En été, la climatisation mobilise près de 6.000 MW de capacité.

Dans le même temps, les arriérés du Bangladesh Power Development Board (BPDB) vis-à-vis des producteurs restent importants avec un montant total des factures impayées pour 121 centrales électriques s'élevant à 384 Mds Tk (environ 3,2 Mds USD). Ceux-ci atteignent 443 Mds Tk fin juin 2024. Cette situation limite la capacité des opérateurs à importer les matières énergétiques, ainsi la centrale de Rampal (1320 MW) a été déconnectée du réseau le 14 février dernier faute de charbon.

Bhoutan

Les réserves de change maintiennent leur trajectoire haussière, atteignant 700 MUSD au mois de décembre 2024

Cette progression annuelle de 15,4% assure un niveau de couverture des importations essentielles de 6,5 mois. Ce ratio demeure inférieur au seuil constitutionnel de douze mois d'importations essentielles. En outre, la roupie indienne représente environ 30% du portefeuille de réserves de change du Bhoutan, les importations bhoutanaises étant effectuées

pour plus de 80% avec l'Inde. Selon les projections du Ministère des Finances, cette dynamique devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire en cours en juin 2025, avec un volume de réserves anticipé à 783 MUSD, puis une augmentation à 1,3 Md USD à la clôture de l'exercice 2025-2026.

Cette accumulation de réserves contraste avec la période précédente, marquée par une forte contraction. Pour mémoire, les réserves de change s'établissaient à 500 MUSD en décembre 2023, en deçà du seuil constitutionnel requis, contre 1,2 Md en 2019.

Le taux d'attrition du secteur public est en baisse, malgré une dynamique migratoire inchangée

Le taux d'attrition dans la fonction publique bhoutanaise s'est établi à 6,2% entre janvier et décembre 2024, enregistrant une diminution de 12 points de pourcentage et atteignant son niveau le plus bas en trois ans. Cette évolution est particulièrement significative dans un contexte où le secteur public joue un rôle central dans l'économie, avec 24 entreprises placées sous la tutelle de la holding d'État Druk Holding and Investment (DHI), dont l'intervention dans l'ensemble des secteurs exerce un effet d'éviction marqué sur le secteur privé. Parallèlement, l'émigration de la main-d'œuvre demeure soutenue, stimulée par un taux de chômage structurellement élevé, en particulier chez les jeunes, où il s'est établi à 16,5% au troisième trimestre 2024, traduisant des tensions persistantes sur le marché du travail.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Bulletin de la RBI de février : retour sur les indicateurs économiques

Le bulletin économique de la RBI de février 2025 indique une reprise séquentielle de l'activité économique au cours du second semestre de l'année budgétaire 2024-25, soutenue par les ventes de véhicules, le trafic aérien, la consommation d'acier et la GST. La demande rurale, soutenue par le secteur agricole, et la demande urbaine, stimulée par la baisse de l'inflation et l'augmentation du revenu disponible des ménages grâce à la réduction de l'impôt sur le revenu dans le budget 2025-26, devraient continuer de se redresser.

Cependant, les vulnérabilités externes demeurent, en raison de la robustesse du dollar, de la dépréciation de la roupie (-1,5 % en janvier) et des ajustements de la politique commerciale américaine. Cette conjoncture, associée à la hausse des primes de risque, pourrait intensifier les pressions monétaires et amplifier les sorties de capitaux, comme en témoigne le solde négatif des flux d'investissement de portefeuille en janvier, avec des sorties nettes de 6,7 Mds USD.

Par ailleurs, bien que les flux d'investissements directs étrangers (IDE) restent positifs, avec une hausse de 20,6% en glissement annuel, atteignant 62,5 Mds USD entre avril et décembre 2024, les investissements directs étrangers (IDE) nets en Inde - les entrées moins les sorties - ont diminué à 1,18 Md USD entre avril et décembre 2024, contre 7,84 Mds USD au cours de la même période en 2023, en raison d'une augmentation des rapatriements et des investissements à

l'étranger par les entreprises indiennes. Le rapatriement/désinvestissement a augmenté à 44 Mds USD au cours de la période de neuf mois de 2024-25, contre 33,06 Mds USD en avril-décembre 2023. Pour information, Singapour, Maurice, les Émirats arabes unis, les Pays-Bas et les États-Unis ont été les principales sources d'investissement, représentant plus de 75 % des flux au cours de la période.

Malgré ces défis, la RBI reste optimiste quant à la croissance économique de l'Inde à moyen terme, soulignant que l'objectif du budget de l'Union est de privilégier les secteurs clés de l'économie, tels que l'agriculture, les MPME, l'investissement et les exportations, afin de stimuler l'économie tout en poursuivant une politique de consolidation budgétaire. Par ailleurs, la récente réduction des taux directeurs de la RBI, passée de 6,5 % à 6,25 %, devrait apporter un soutien supplémentaire à l'activité économique.

L'Inde, sous la menace tarifaire américaine

En plus de l'annonce des droits de douane réciproques, le président américain a déclaré le mardi 18 février, son intention d'imposer des droits de douane de 25 % ou plus sur diverses importations, y compris les produits pharmaceutiques, les composants électroniques et les véhicules terrestres. Cette augmentation, prévue sur une période d'un an à compter d'avril prochain, concernerait des segments dans lesquels les États-Unis représentent respectivement 35 %, 20 % et 15 % des exportations indiennes. En 2022, les cinq catégories de produits visées par la hausse des droits de douane américaine représentaient un quart des exportations indiennes vers les États-Unis.

Concernant l'industrie pharmaceutique indienne, les exportations vers les États-Unis ont atteint 8,7 Mds USD en 2024, faisant des États-Unis le plus grand marché pour les fabricants de médicaments indiens tels que Sun Pharmaceutical, Dr Reddy's et Cipla. Selon le Pharmaceuticals Export Promotion Council of India (Pharmexcil), les États-Unis représentent environ 31 % des exportations globales du secteur. Pour Dr Reddy's Laboratories et Cipla, les États-Unis représentent leurs plus grands marchés, soit respectivement 47 % et 30 % de leurs ventes totales pour 2024.

Selon un rapport publié par Goldman Sachs, analysant le cadre de réciprocité des tarifs douaniers américains, l'exposition indienne à la demande américaine finale correspond à 4% de son PIB. Partant de ce constat, l'impact potentiel du rehaussement tarifaire américain sur la croissance du PIB indien serait de 0,1 à 0,6 point de pourcentage. Si l'administration Trump augmente les droits de douane de manière réciproque, les taux moyens des droits de douane américains sur les importations indiennes pourraient augmenter de 6,5 points, voire de 6,5 à 11,5 points selon le plan choisi. Avec des exportations de l'Inde vers les États-Unis qui représentent 2 % de son PIB, ce rehaussement affecterait l'économie indienne considérablement.

Pour rappel les échanges entre les États-Unis et l'Inde s'élèvent à 120 Mds, et l'excédent commercial bilatéral en faveur de l'Inde a doublé au cours des dix dernières années pour atteindre 35 Mds USD, soit 1,0 % du PIB de l'Inde, au cours de l'année budgétaire 2023-24, principalement grâce aux exportations d'électronique (semi-conducteurs, téléphones), aux produits pharmaceutiques (médicaments et produits biologiques) et aux pierres précieuses et textiles. Cependant, selon S&P, les services constituent un contributeur majeur de cet excédent, et sont moins sensibles aux tarifs douaniers. En 2022, les États-Unis importaient 32 Mds USD de services depuis l'Inde, et 85 Mds USD de marchandises.

Maldives

Le FMI alerte sur les déséquilibres macroéconomiques du pays

Une mission récente a permis d'établir les constats suivants : la croissance devrait atteindre 5% en 2025 grâce à la bonne tenue de l'activité touristique. L'équilibre à long terme des finances publiques et de la dette et la réduction du déficit courant, pesant sur les réserves de change, doivent faire l'objet de mesures prioritaires. Le Fonds appelle également à renforcer la résilience climatique du pays, à améliorer le climat des affaires et la gouvernance.

Forte baisse des recettes fiscales en début d'année

Les recettes de l'État ont diminué de près de 19% au cours des cinq premières semaines de l'année par rapport à la même période de l'année dernière. Elles atteignaient 3,77 Mds MVR au 6 février, à comparer à 4,64 Mds MVR au cours de la même période de l'année dernière. La plus forte baisse provient des droits de douanes, alors que l'accord de libre-échange avec la Chine est entré en vigueur le 1^{er} janvier dernier, mais également des taxes foncières et des recettes non fiscales. Les dépenses de l'État ont quant à elles diminué de 34%, essentiellement en raison d'une réduction des dépenses en capital de 87%.

Népal

Le ministère des Finances a approuvé une enveloppe de 142 MUSD pour la reconstruction des infrastructures endommagées lors des inondations de septembre 2024

Ce financement vise à soutenir 26 projets d'infrastructures, principalement axés sur la réhabilitation des routes et des ponts endommagés par les inondations et glissements de terrain survenus en septembre dernier. Sur l'enveloppe totale, 128 MUSD sont spécifiquement alloués à la restauration des autoroutes, tandis que le solde est destiné à la reconstruction des ponts.

Pour mémoire, les fortes précipitations de fin septembre ont eu des effets économiques significatifs sur le Népal, affectant environ un tiers des districts du pays. Ces inondations ont provoqué des dommages considérables aux infrastructures, perturbant notamment l'approvisionnement en eau. Par ailleurs, 16 centrales hydroélectriques, représentant une capacité de 670 mégawatts, ont été gravement endommagées, tout comme des lignes de transmission essentielles, accentuant la paralysie du secteur énergétique. Les pertes économiques totales étaient estimées à plus de 126,7 MUSD pour les seules infrastructures, dont 44,7 MUSD affectant le secteur agricole. Le secteur énergétique, quant à lui, aurait enregistré des pertes de 29,8 MUSD. L'ensemble des pertes économiques est estimé à près de 425 MUSD.

Simultanément, le Népal a reçu des aides d'urgence, notamment de la Banque mondiale, qui a approuvé en octobre 2024 un financement d'urgence de 150 MUSD.

Progression des exportations durant les sept premiers mois de l'exercice 2024-25

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2024-25, les exportations ont enregistré une croissance de 46 % par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant environ 955 MUSD contre 647 MUSD un an plus tôt. Cette dynamique haussière s'est maintenue de manière continue, culminant à 218 MUSD entre janvier et février. Cette performance globale des exportations s'explique principalement par la hausse significative des ventes d'huile de soja et de tournesol. Parallèlement, les importations ont également augmenté, mais à un rythme plus modéré de 10 % sur la même période.

Augmentation de la dette publique du Népal

Au cours des sept premiers mois de l'exercice en cours, jusqu'à mi-février, la dette publique du Népal a franchi le seuil de 19,6 Mds USD, marquant une hausse de 1,1 Md USD. En conséquence, le ratio dette publique/PIB atteint désormais 45,8%, en progression de 1,31 point de pourcentage en un mois.

Les analystes mettent en évidence les implications macroéconomiques de cette trajectoire, en particulier le risque d'une contraction des investissements publics sous l'effet des pressions croissantes liées au service de la dette. Bien que le gouvernement se soit fixé pour objectif de mobiliser 4,1 Mds USD d'emprunts publics pour l'exercice en cours, 2,2 Mds USD ont déjà été levés, représentant 53,12 % de l'objectif annuel. La composition de la dette publique se répartit entre 49 % de dette domestique et 51 % de dette externe.

Les autorités justifient cette augmentation de l'endettement par la hausse des dépenses consacrées à la sécurité sociale et aux transferts aux collectivités locales. Toutefois, les analystes soulignent une allocation budgétaire jugée excessive dans des secteurs à faible rendement, suggérant une inefficience dans l'utilisation des fonds empruntés.

Pakistan

Débat sur la parité entre la PKR et le USD alors que le TCER est passé à 104,5 en janvier

Avec la roupie s'échangeant au-dessus de 279 PKR pour 1 USD, la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP), considère la roupie pakistanaise (PKR) surévaluée, à hauteur de 4%. Le dernier Conseil Economique du Premier ministre (Economic Advisor Comitee - EAC) a relevé que le taux de change effectif réel (TCER) de la devise était passé à 104,05 en janvier 2025, contre 101% en décembre 2024.

Le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb, qui reflète l'avis des exportateurs du secteur textile, considère qu'il conviendrait de baisser la valeur de la devise pakistanaise par rapport au dollar puisque cette surévaluation de la roupie baisse la compétitivité des exportations

pakistanaises. Selon lui, les 9 Mds USD utilisés pour maintenir la valeur de la PKR en 2024 seraient plus utiles aux flux commerciaux (importations et exportations) que pour maintenir la valeur de la roupie. Il indique qu'il évoquera au gouverneur de la SBP la nécessité de laisser glisser la devise, et ce, alors que les réserves de change de la SBP sont passées en un mois de 11,8 Mds USD à 11,2 Mds USD enregistrés le 15 février.

En revanche, selon M. Ishaq Dar (à trois reprises ministre des Finances au cours des 25 dernières années), Vice-Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères, la parité élevée de la PKR par rapport à l'USD doit être maintenue puisque cette dernière avait été sous-évaluée d'au moins 15 % au cours de l'année budgétaire 2023-24.

En décembre 2024, l'Indice d'activité des grandes entreprises baisse de -3,7 % en g.a.

Selon le dernier rapport du Bureau des statistiques du Pakistan (PBS), l'indice LSM (Large-scale manufacturing) qui mesure l'activité des grandes entreprises industrielles a enregistré une baisse de 3,7 % en g.a. en décembre 2024. Au total, l'indice LSM du 1er semestre 2025 a affiché une croissance négative de 1,9 % en g.a.

La baisse de la production est particulièrement forte dans les secteurs des minéraux non métalliques (-10 %), le fer et l'acier (-11 %), l'alimentation (-6 %) et les produits chimiques (-5 %). Selon le PBS, la baisse reflèterait une baisse de compétitivité (liée à l'augmentation continue des coûts opérationnels des entreprises) qui renchérit les produits sur les marchés tant domestique qu'international.

En 2023-24, les pertes cumulées des entreprises publiques ont baissé de -14% mais ont mobilisé 13 % des recettes budgétaires

Selon le rapport annuel du ministère des Finances sur les entreprises publiques, le chiffre d'affaires des SOEs a atteint 48,41 Mds USD (13 524 Mds PKR), en hausse de +5,2% par rapport à 2022-23. Le total des bénéfices cumulés s'est élevé à 820 Mds PKR (+ 14,61 %) sur douze mois, tandis que les pertes cumulées s'établissaient à 851 Mds USD, en baisse de 14,03 %.

L'Etat pakistanais a accordé un soutien budgétaire de 1586 Mds PKR (5,7 Mds USD) pour couvrir les pertes des sociétés de distribution d'électricité (Disco), de la compagnie aérienne PIA, des Pakistan Railways et de PSM (Pakistan Steel Millions). A noter que le rapport estime à 12,9 Mds USD (3600 Mds PKR) le coût de la dette circulaire dans le secteur électrique.

La contribution fiscale des SOEs (2 062 Mds PKR soit 7 Mds USD) est essentiellement effectuée par six sociétés énergétiques : la société d'exploration et de production d'hydrocarbures OGDCL, la Pakistan Petroleum Ltd, l'opérateur de raffinage et de distribution de pétrole PSO, Government Holdings Ltd -GHPL-, la 5ème société d'exploration production du pays, l'opérateur de barrages WAPDA et la National Power Parks (qui comporte un parc d'une douzaine de centrales).

Au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire 2025, l'Etat a baissé son recours aux emprunts internationaux de 30%

Selon les données publiées par l'EAD (Economic Affairs Division), hors programme du FMI, le Pakistan a effectué pour 4,585 Mds USD d'emprunts internationaux au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire 2025, contre 6,31 Mds USD pour la même période en 2024. Selon l'EAD, l'Etat a emprunté 2,32 Mds USD à long-terme aux IFIs (dont 829,84 MUSD au mois de janvier 2025), 329,1 M USD dans le cadre d'accords bilatéraux avec la Chine et les pays arabes et a contracté pour 500 MUSD d'emprunts commerciaux auprès de banques (le budget prévoit d'emprunter 3,8 Mds USD auprès des banques commerciales étrangères)

Le budget de l'Etat 2025 prévoit de lever 1 Md USD d'Eurobonds mais le ministère des Finances n'a pas annoncé qu'il préparait un tel emprunt sur le marché. En outre, les annonces de versement sur le compte de réserves de la Banque centrale (3 Mds par le Saudi Development Fund et 4 Mds au titre du dépôt SAFE chinois) – ne se sont pas matérialisées à ce stade.

Sri Lanka

Présentation du premier projet de budget par les nouvelles autorités du pays

Le projet, qui porte sur l'année calendaire 2025, vise à soutenir la transformation de l'économie sri lankaise, à poursuivre les réformes de nature à assurer le service de la dette au cours des années à venir et à stimuler la croissance économique à long terme, tout en répondant aux attentes de la population en matière de justice sociale (effort sur les dépenses sociales à hauteur de 0,7% du PIB) en restant dans les limites contraignantes qui ont été fixées dans le cadre du programme du FMI. Il revêt un caractère expansionniste (dépenses en hausse de 17% compensées par de nouvelles recettes) tout en stabilisant le déficit à 5,4% du PIB et l'excédent primaire à 2,3%.

3^{ème} revue du programme FMI le 28 février

Le conseil d'administration du Fonds examinera le 28 février le rapport établi par ses services dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Facilité élargie de crédit et statuera sur le décaissement le 1^{er} avril prochain de la 4^{ème} tranche de 333 MUSD du programme, qui porterait le montant décaissé à 1,3 Md USD sur un total prévu de 3 Mds USD.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

| | Moody's | | Standard & Poor's | | Fitch | | Coface | |
|-------------------|-----------|-------------|-------------------|-------------|-------|-------------|-------------|---------------------|
| | Note-pays | Perspective | Note | Perspective | Note | Perspective | Risque-pays | Climat des affaires |
| Inde | Baa3 | Stable | BBB- | Positive | BBB- | Stable | C | A4 |
| Bangladesh | B1 | Stable | BB- | Négative | BB+ | Négative | C | C |
| Pakistan | Caa3 | Stable | CCC+ | Stable | CCC+ | Négative | D | C |
| Sri Lanka | Ca | Stable | SD | Négative | CCC+ | - | D | B |
| Népal | - | - | - | - | BB- | Stable | C | B |
| Maldives | Caa1 | Stable | - | - | B- | Stable | C | C |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr